

Niveau(x) d'enseignement: 3
Centre d'intérêt: 540

Numéro EDUG : 8570861

Québec (Province) Ministère de l'éducation. Direction régionale de
Trois-Rivières. Comité régional d'évaluation pédagogique.

Eléments constitutifs d'une politique locale d'évaluation pédagogique au
préscolaire et au primaire / Comité régional d'évaluation pédagogique,
Direction régionale de Trois-Rivières, [Ministère de l'éducation]. --
Trois-Rivières : La Direction, 1984.
45 f. ; 28 cm.

Code: 51-3029. Bibliogr.: f. 45. Glossaire: f. 39-41.

ISBN 2-550-07768-7

Descripteur(s): *Evaluation de l'étudiant *Evaluation de l'apprentissage
*Evaluation formative *Evaluation sommative *Régime pédagogique
*Politique locale *Préscolaire (Niveau) *Primaire (Niveau)

Le ministère de l'Éducation terminait en 1984 la révision de tous
les programmes d'études et cela dans une nouvelle perspective éducative:
la personne avant la matière. Cette vision implique d'une façon plus
explicite la dimension "évaluation". En effet, chaque programme est
maintenant assorti d'une obligation d'évaluer. Une nouvelle réflexion
sur l'évaluation s'impose donc. C'est pourquoi un comité régional, formé
de représentants des commissions scolaires de la région de
Trois-Rivières, a reçu le mandat: 1. de fournir des éléments permettant
d'établir les cohérence entre cette nouvelle orientation des programmes
et une pratique effective de l'évaluation; 2. de fournir des éléments
permettant aux administrateurs d'élaborer une politique locale
d'évaluation pédagogique.

Le comité régional a privilégié l'approche des "grandes lignes",
laissant à chacun le soin de construire les instruments concrets qui
correspondent à ses besoins. Le document comprend sept parties: 1.
politique générale du ministère de l'Éducation; 2. prescriptions en
évaluation pédagogique; 3. cadre de référence; 4. proposition
d'élaboration et d'implantation d'une politique locale; 5. lexique; 6.
membres du comité régional; 7. bibliographie.

L'élaboration de la politique locale d'évaluation comprend cinq
étapes: 1. analyse de la situation actuelle relativement à l'évaluation;
2. définition d'un cadre de référence qui tient compte des orientations
des programmes d'études, de la politique générale et des besoins
exprimés; 3. rédaction de la politique locale; 4. approbation de la
politique révisé par la Commission scolaire; 5. application de la
politique locale d'évaluation pédagogique.

Type de document: e
Région(s) administrative(s): 04

EDUQ 8570881

LE COMITÉ RÉGIONAL
D'ÉVALUATION PÉDAGOGIQUE

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS
D'UNE POLITIQUE LOCALE
D'ÉVALUATION PÉDAGOGIQUE
AU PRÉSCOLAIRE ET AU PRIMAIRE

DIRECTION RÉGIONALE
DE TROIS-RIVIÈRES



NOVEMBRE 1984

51-3029

LE COMITÉ RÉGIONAL
D'ÉVALUATION PÉDAGOGIQUE

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS
D'UNE POLITIQUE LOCALE
D'ÉVALUATION PÉDAGOGIQUE
AU PRÉSCOLAIRE ET AU PRIMAIRE

DIRECTION RÉGIONALE
DE TROIS-RIVIÈRES



NOVEMBRE 1984

51-3029

Pour éviter d'alourdir inutilement le texte,
nous nous conformons dans le présent document
à la règle de grammaire qui permet d'utiliser
le masculin avec une valeur de neutre lors-
qu'on parle d'une manière générale.

ISBN: 2-550-07768-7

TABLE DES MATIÈRES

	page
A. <u>PRÉSENTATION DU DOCUMENT</u>	1
B. <u>POLITIQUE GÉNÉRALE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION</u>	4
I . Définition de l'évaluation pédagogique	5
II . Rôle des intervenants	6
1. l'école	6
2. la commission scolaire	7
3. le ministère de l'Éducation	8
C. <u>PRESCRIPTIONS EN ÉVALUATION PÉDAGOGIQUE</u>	9
I . Régime pédagogique	10
1. Définition	10
2. Préscolaire	10
3. Primaire	11
II . Instruction	15
D. <u>CADRE DE RÉFÉRENCE</u>	17
I . L'apprentissage et l'évaluation des appren- tissages	18
1. les apprentissages	18
2. l'évaluation des apprentissages	22
3. l'évaluation "pédagogique" des appren- tissages	25

	page
II. L'enseignant et l'évaluation pédagogique	26
1. l'évaluation en situation d'apprentissage	26
2. l'évaluation en situation de contrôle	27
3. la communication des résultats d'évaluation ..	29
III. Le directeur d'école et l'évaluation pédagogique .	31
IV. L'interprétation des résultats d'apprentissage et l'évaluation pédagogique	33
E. <u>PROPOSITION D'ÉLABORATION ET D'IMPLANTATION D'UNE POLITIQUE LOCALE</u>	34
F. <u>LEXIQUE</u>	38
G. <u>MEMBRES DU COMITÉ RÉGIONAL</u>	42
H. <u>BIBLIOGRAPHIE</u>	44

A. PRÉSENTATION DU DOCUMENT

Depuis déjà plusieurs années, divers groupes d'étude, soit au sein du ministère de l'Éducation, soit au sein des commissions scolaires, se sont penchés sur la question de l'évaluation des apprentissages.

Qui doit évaluer?

Que faut-il évaluer?

Qui faut-il évaluer?

Pourquoi faut-il évaluer?

Comment faut-il évaluer?

Quand faut-il évaluer?

Le ministère de l'Éducation termine actuellement la révision de tous les programmes d'études et cela dans une nouvelle perspective de l'éducation: la personne avant la matière. Cette vision implique aussi et d'une façon plus explicite la dimension "évaluation". En effet, chaque programme est maintenant assorti d'une obligation d'évaluer.

Dans ce nouveau contexte d'une éducation plus humaniste, toute démarche d'intervention enseignante y compris l'évaluation sera envisagée comme une relation d'aide avec l'élève dans son cheminement personnel.

En conséquence, une nouvelle réflexion sur l'évaluation s'impose, de nouvelles avenues doivent être explorées. C'est pourquoi un comité régional, formé de représentants de commissions scolaires de la région 04, a reçu le mandat de:

1. fournir des éléments permettant d'établir la cohérence entre cette nouvelle orientation des programmes et une pratique effective de l'évaluation
2. fournir des éléments permettant aux administrateurs d'élaborer une politique locale d'évaluation pédagogique.

Le comité régional a privilégié l'approche des "grandes lignes". A chacun de construire les instruments concrets qui correspondent à ses besoins.

B. POLITIQUE GÉNÉRALE DU
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

I . Définition de l'évaluation pédagogique

La politique générale définit l'évaluation pédagogique comme :

"un processus visant à juger de la situation d'un élève en certains domaines de son développement en vue de prendre les meilleures décisions possibles relatives à son cheminement ultérieur". (1)

Cette politique précise que "dans la pratique pédagogique courante, elle sert surtout à déterminer le niveau d'atteinte des objectifs de formation par les élèves". (2)

L'évaluation pédagogique comporte les étapes suivantes :

- la cueillette de renseignements au moyen d'instruments de mesure;
- l'analyse et l'interprétation des résultats en vue d'un jugement aussi juste que possible;
- une prise de décision-action d'ordre pédagogique et/ou administratif.

(1) Politique générale d'évaluation pédagogique, M.E.Q., 1981, p. 7

(2) *ibid*

II . Rôle des intervenants

La politique générale du ministère de l'Éducation fait de l'évaluation pédagogique une responsabilité qu'il entend partager avec l'école et la commission scolaire.

1. L'école

Au niveau de l'école, il y a deux principaux intervenants : l'enseignant et le directeur d'école.

- Rôle de l'enseignant

"Dans un groupe donné, c'est l'enseignant qui assume la responsabilité première de l'évaluation formative en raison de la nature de son travail et de la relation directe et continue qu'il a avec l'élève". (1)

- Rôle du directeur

La politique générale n'attribue pas un rôle particulier au directeur d'école mais précise en page 9 qu'il doit faire preuve de "leadership éclairé".

(1) Politique générale d'évaluation pédagogique, MEQ, 1981, p. 9

2. La commission scolaire

La commission scolaire est "... la principale responsable de l'organisation générale de l'activité d'évaluation pédagogique pour l'ensemble de ses écoles.

Une des premières responsabilités d'une commission scolaire en ce domaine est sûrement de se donner une politique d'évaluation pédagogique. Cette dernière, tout en respectant la politique générale d'évaluation pédagogique du Ministère, doit s'adapter aux orientations et aux priorités locales. Elle doit énoncer de façon explicite les intentions et le plan d'action de la commission scolaire relativement à l'évaluation pédagogique.

La commission scolaire doit, de plus, selon ses moyens, soutenir l'enseignant dans sa tâche d'évaluation pédagogique. Ce rôle de soutien, qu'elle partage avec le Ministère, est indispensable à l'amélioration de la qualité de l'activité d'évaluation. Il pourra, entre autres, se traduire en activités de formation, en préparation d'instruments offerts aux enseignants.

La commission scolaire voudra également procéder à l'évaluation sommative de l'apprentissage qui se réalise sous sa compétence. Cette évaluation lui est nécessaire afin d'ajuster la gamme et la portée de ses interventions et de renseigner le public qu'elle dessert.

La commission scolaire joue enfin un rôle important par sa collaboration aux activités nationales d'évaluation, mises en place par le Ministère, comme l'évaluation de fin de cycle..." (1)

(1) Politique générale d'évaluation pédagogique, MEQ, 1981, p. 11-12

3. Le ministère de l'Éducation

Le Ministère "...doit SOUTENIR les divers agents afin de faciliter leur activité d'évaluation. De plus, le système d'éducation du Québec devant permettre aux élèves le meilleur apprentissage possible, le Ministère doit VÉRIFIER la qualité de cet apprentissage afin de prendre les meilleures décisions, notamment en ce qui concerne les programmes d'études". (1)

Le soutien aux agents s'exerce par la production d'instruments et par la formation. Des instruments tels le Guide d'évaluation en classe (GEC) et la banque d'instruments de mesure (BIM), les tests relatifs à l'apprentissage et aux autres facettes du développement général, la Formule d'aide à l'élève qui rencontre des difficultés (bilan fonctionnel et plan d'action), les formulaires d'évaluation et les Éléments de docimologie constituent des exemples concrets mis à la disposition des agents.

La vérification de l'atteinte des objectifs d'apprentissage se fera "au moyen de l'évaluation de fin de cycle... Tous les programmes sont susceptibles d'être soumis" (2) à cette évaluation.

(1) Politique générale d'évaluation pédagogique, MEQ, 1981, p. 12

(2) *ibid*, p. 19

C. PRESCRIPTIONS EN EVALUATION PEDAGOGIQUE

Les éléments constitutifs d'une politique d'évaluation pédagogique doivent tenir compte, d'une part, des prescriptions ainsi que de certaines instructions du M.E.Q. et, d'autre part, des orientations et des choix privilégiés par la commission scolaire.

Les contraintes dont il sera fait mention aux paragraphes qui suivent font référence aux articles 1, 7, 8, 22, 23, 24, 40 et 48 du Règlement concernant le régime pédagogique du primaire et l'éducation préscolaire de même qu'à l'article 2 de l'Instruction (code AE-10-84-01)

I . RÉGIME PÉDAGOGIQUE

1. Définition

ARTICLE 1 : "BULLETIN SCOLAIRE"

Un formulaire qui sert à la consignation et à la transmission de résultats relatifs aux activités d'apprentissage et qui comporte un rapport sur l'assiduité de l'élève.

2. Préscolaire

ARTICLE 7 : ÉVALUATION DES ÉLÈVES

La réalisation par les élèves des objectifs de développement du programme d'activités de formation et d'éveil fait l'objet d'évaluations selon les dispositions déterminées par la commission scolaire.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS AUX PARENTS

Les parents doivent recevoir, au début de l'année scolaire, un résumé du programme d'activités de formation et d'éveil, les règlements généraux de l'école ainsi que le nom du titulaire de leur enfant.

La commission scolaire doit s'assurer que les parents de chaque élève reçoivent, au moins cinq fois par année, un rapport écrit d'évaluation sur le développement de leur enfant, le premier devant leur parvenir au plus tard en octobre. Au moins quatre de ces rapports sont des bulletins scolaires conformes aux règles prescrites par le ministre.

Au moins chaque mois, des renseignements sont fournis aux parents des élèves qui éprouvent des difficultés dans leur apprentissage ou leur développement général.

3. PrimaireARTICLE 22 : EVALUATION DES ELEVES

La réalisation par les élèves des objectifs d'apprentissage des programmes d'études et certains aspects du développement font l'objet d'évaluations selon les dispositions déterminées par la commission scolaire et le ministre dans le cadre de leurs responsabilités respectives.

Les instruments de mesure utilisés pour soutenir l'évaluation doivent être variés et permettre de rendre compte de l'acquis, du développement de la pensée et des difficultés de l'élève, en vue de lui apporter une aide judicieuse.

ARTICLE 23 : RENSEIGNEMENTS AUX PARENTS

Les parents doivent recevoir, au début de l'année scolaire, un résumé des programmes d'études, des échéances prévues et des critères d'évaluation utilisés, le calendrier des activités de l'école, les règlements généraux, le nom du titulaire de leur enfant et de tous ceux qui lui enseignent.

La commission scolaire doit s'assurer que les parents de chaque élève reçoivent, au moins 5 fois par année, un rapport écrit d'évaluation sur le rendement scolaire et le comportement de l'élève, le premier devant leur parvenir au plus tard en octobre. Au moins 4 de ces rapports sont des bulletins scolaires conformes aux règles prescrites par le ministre.

Au moins chaque mois, des renseignements sont fournis aux parents des élèves qui éprouvent des difficultés d'apprentissage ou de développement général.

ARTICLE 24 : CONSIGNATION DES RÉSULTATS SCOLAIRES

Les résultats scolaires obtenus par l'élève sont conservés dans un endroit assurant leur sécurité et le respect de leur caractère confidentiel jusqu'au jour où l'intéressé aurait atteint 75 ans.

Seules les personnes suivantes sont autorisées à consulter ces résultats:

- l'élève;
- les parents de l'élève mineur;
- le personnel de direction, le personnel professionnel et les enseignants qui sont responsables de l'éducation scolaire de l'élève en question, ainsi que le personnel de cadre et le personnel professionnel de la commission scolaire dont les fonctions sont directement reliées à la formation scolaire et au développement général de cet élève;
- le ministre ou son représentant.

À la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève devenu majeur, la commission scolaire est tenue de transmettre les résultats consignés selon des modalités qu'elle détermine.

ARTICLE 40 : CYCLES DU PRIMAIRE

Le niveau primaire comporte deux cycles de trois ans. La durée totale des études est de six ans, sauf dans les cas suivants:

- a) l'élève qui n'atteint pas les objectifs et ne maîtrise pas les contenus notionnels obligatoires nécessaires à l'accès aux programmes d'études de l'année suivante peut exceptionnellement être admis, une seconde fois, dans une classe régulière d'une même année d'études, mais il doit obligatoirement passer au secondaire après sept ans au primaire;
- b) l'élève qui a achevé les programmes du niveau primaire en cinq ans d'études peut exceptionnellement passer au secondaire s'il a acquis suffisamment de maturité affective et sociale.

Il appartient à la commission scolaire qui assume la responsabilité de l'enseignement primaire de déterminer si l'élève a satisfait aux exigences de ce niveau.

ARTICLE 49 : PASSAGE DES ÉLÈVES DU PRIMAIRE AU SECONDAIRE

La commission scolaire régionale prend l'initiative de mettre sur pied, avec les commissions scolaires de son territoire, des mécanismes en vue de déterminer les modalités de passage des élèves du primaire au secondaire et d'assurer la collaboration entre le personnel des commissions scolaires et celui des écoles primaires et secondaires en question.

II. INSTRUCTION

ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS CONTENUS AU BULLETIN SCOLAIRE

En vertu des régimes pédagogiques (article 8 du préscolaire et 23 du primaire), le ministre prescrit les règles concernant le bulletin scolaire:

Le bulletin scolaire doit contenir au moins les renseignements suivants:

A - Renseignements généraux

- l'année scolaire
- le nom de la commission scolaire
- le nom et prénom de l'élève
- le code permanent de l'élève
- la date de naissance de l'élève
- les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone des parents (ou de la personne qui en tient lieu)
- le lien de parenté (ou de responsabilité) entre l'élève et le destinataire du bulletin
- les nom et prénom du directeur/trice de l'école
- les nom et prénom du titulaire de l'élève
- les nom, adresse et numéro de téléphone de l'école
- la date de publication de chaque bulletin
- le signe d'authentification de la commission scolaire (signature du directeur, sceau ou autre)

B - Renseignements sur l'évaluation des activités d'apprentissage et sur l'assiduité

1) Préscolaire

- une appréciation par l'enseignant/e du développement de l'élève en fonction des objectifs du programme
- l'identification du nombre de demi-journées d'absence

2) Primaire

- pour chacune des matières, les résultats consignés exprimés par un % ou par une cote (lettre ou chiffre) ou par un commentaire. Ces résultats doivent:
 - soit situer l'élève par rapport à un groupe et, dans ce cas, fournir une moyenne pour chaque matière (approche normative)
 - soit situer l'élève par rapport aux objectifs d'apprentissage et, dans ce cas, le commentaire, la cote ou le % indique le nombre d'objectifs atteints ou le degré de maîtrise en regard des objectifs évalués (approche critériée)
- l'indication du nombre de jours d'absence.

D. CADRE DE RÉFÉRENCE

Dans la perspective de l'élaboration d'une politique locale d'évaluation pédagogique, il importe de se donner un cadre de référence qui permette d'établir la cohérence entre la nouvelle orientation des programmes et la pratique effective de l'évaluation.

I . L'apprentissage et l'évaluation des apprentissages

1. Les apprentissages

Les récents programmes contiennent des objectifs visant le développement d'habiletés et d'attitudes ainsi que l'acquisition de connaissances. Ces objectifs provoquent un changement important dans notre pédagogie. Qui ne se questionne sur ce qu'il faut entendre par "habileté" et par "attitude"? Le besoin de définir ces nouveaux objets d'apprentissage scolaire s'accompagne de la nécessité de connaître leurs modes d'acquisition et la façon de les évaluer.

a) Habiletés

Les programmes précisent des objectifs visant le développement d'habiletés, une habileté étant la manifestation d'un comportement approprié impliquant l'intégration de savoir, de savoir-faire et de savoir-être.

Exprimer clairement son opinion dans des situations diverses qui justifient qu'on le fasse, c'est avoir l'habileté à communiquer oralement. Être capable d'utiliser un microscope pour étudier une cellule végétale, c'est avoir une habileté technique. Poser des hypothèses sur des phénomènes de différents ordres et vérifier ces hypothèses, c'est avoir des habiletés scientifiques. Ces trois exemples nous permettent d'illustrer les trois types d'habiletés à développer dans certains apprentissages scolaires:

les habiletés langagières, les habiletés techniques et les habiletés scientifiques.

Le mode d'acquisition de ces divers types d'habiletés est l'expérience. Ce mode d'acquisition consiste à vivre une situation qui provoque le recours à l'habileté visée; à prendre conscience des comportements utilisés en vue de les améliorer dans une situation ultérieure, à dégager des connaissances et des techniques qui peuvent aider à améliorer les prochains comportements et à faire appel à nouveau à l'habileté visée qui s'exerce en tenant compte des acquis.

b) Connaissances

Les programmes précisent aussi des objectifs visant l'acquisition de connaissances. Les connaissances sont définies comme étant des structures organisées de concepts qui permettent à l'élève de comprendre des informations particulières en établissant des relations.

Les connaissances peuvent être classifiées de diverses façons, par exemple par matière (notions rattachées à un programme spécifique) ou par domaine d'utilisation, etc. Un autre critère de classification peut cependant être établi en fonction du type de rétroaction qui vient infirmer ou confirmer l'adéquation de la structure organisée chez celui qui apprend.

Ce critère de classification nous apparaît heureux puisque la rétroaction constitue une étape importante

dans la démarche d'apprentissage de l'élève et qu'un des rôles de l'enseignant est justement de fournir ou d'assurer cette rétroaction dans les cas où elle est nécessaire. Les connaissances classifiées à partir de ce critère se divisent en connaissances logiques, en connaissances physiques et en connaissances sociales.

Les connaissances logiques sont un tissu de liens logiques construits par l'individu lui-même. Elles se vérifient dans le conscient de celui qui apprend. Ce type de connaissances s'acquiert dans des situations où l'individu construit, invente les diverses relations qui constituent la connaissance.

Les connaissances physiques sont celles qui sont acquises par l'expérimentation (la découverte). Elles peuvent aussi être reçues (transmises et acceptées comme vraies). Mais ultimement, pour les vérifier, on doit les soumettre à l'expérimentation qui seule peut chasser tout équivoque.

Les connaissances sociales font référence aux connaissances qui sont des conventions établies. Ces connaissances s'apprennent de quelqu'un qui les transmet. Elles peuvent aussi s'apprendre en les induisant de situations où elles sont appliquées.

Pour vérifier l'hypothèse qu'il pose, par rapport à une connaissance de ce type, un individu n'a d'autre choix que de vérifier auprès de celui qui connaît la convention.

c) Attitudes

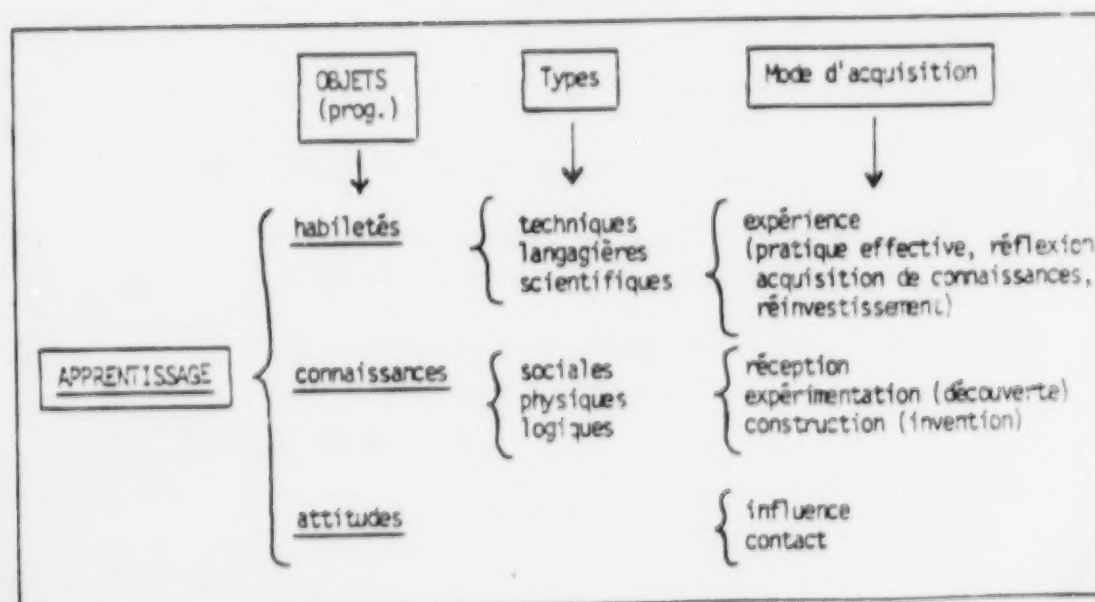
Le troisième objet d'apprentissage précisé par les programmes est l'apprentissage de certaines attitudes.

Les attitudes se définissent comme des dispositions susceptibles, dans certaines situations, d'infléchir et d'orienter l'action du sujet dans une direction privilégiée.

Elles se développent et s'apprennent dans des situations impliquant toutes formes de contact avec l'environnement. Dans des situations réelles, certaines attitudes sont acquises directement. Un enseignant passionné par sa matière influence généralement l'intérêt que portent ses écoliers à la matière.

Ces attitudes générées par l'ambiance dans laquelle l'individu évolue se distinguent de celles qui naissent de l'intérieur par réactions positives ou négatives à ses échecs ou à ses réussites.

TABLEAU 1

APPRENTISSAGE

2. L'évaluation des apprentissages

S'il est important de préciser les objets des apprentissages scolaires et leurs modes d'acquisition respectifs, il est tout aussi important, pour planifier et ajuster les interventions enseignantes, de savoir comment favoriser ces apprentissages et comment les évaluer.

Il nous apparaît évident qu'il existe des liens nécessaires entre les modes d'acquisition des apprentissages scolaires, l'intervention favorisant ces apprentissages et la façon de les évaluer. Nous nous contenterons de mettre en lumière les liens qui existent entre les modes d'acquisition et les façons d'évaluer les apprentissages.

a) Évaluation des habiletés

Quels liens nécessaires existent entre le mode de développement d'une habileté et la façon d'en évaluer l'acquisition? Si l'habileté se développe par l'expérience, il est nécessaire pour l'évaluer que l'individu évalué soit placé dans une situation où il doit exercer effectivement son habileté pour exécuter la tâche proposée par l'évaluation. Pour évaluer l'habileté qu'a un individu à communiquer par écrit pour convaincre quelqu'un, on le placera dans une situation où il doit écrire à quelqu'un pour le convaincre de quelque chose.

b) Évaluation des connaissances

Quels liens existent entre les modes d'acquisition des connaissances et les façons de les évaluer?

Les connaissances physiques et sociales qui peuvent être reçues, donc transmises, s'évaluent par des mots ou des actions.

Quant aux connaissances logiques qui s'apprennent dans des situations où ces connaissances sont appliquées, elles doivent être évaluées dans des situations où l'individu doit les utiliser. Le seul usage des mots n'indique pas la compréhension que l'individu peut avoir de ces connaissances.

c) Évaluation des attitudes

Les attitudes peuvent s'évaluer à partir de l'observation de comportements répétés dans des situations réelles et uniquement dans des situations réelles. Dans les situations artificielles, les comportements ne sont plus nécessairement l'expression des attitudes internes, mais peuvent être l'expression de la connaissance des comportements attendus.

Pour éviter ces situations, il est possible de recourir à l'auto-évaluation. Dans ce cas, on doit faire confiance à l'honnêteté du sujet auquel elle s'adresse.

Les tableaux 1 et 2 qui suivent, illustrent que dans l'intervention enseignante, l'évaluation pédagogique a des liens nécessaires avec la nature des apprentissages évalués et leurs modes d'acquisition. Chaque fois qu'un enseignant évalue, il doit identifier la nature de l'apprentissage (le quoi) et choisir des moyens (comment) qui respectent la nature et le mode d'acquisition de cet apprentissage.

TABLEAU 1

APPRENTISSAGE

	OBJETS (prog.)	Types	Mode d'acquisition
APPRENTISSAGE	habiletés	techniques langagières scientifiques	expérience (pratique effective, réflexion, acquisition de connaissances, réinvestissement)
	connaissances	sociales physiques logiques	réception expérimentation (découverte) construction (invention)
	attitudes		influence contact

TABLEAU 2

ENSEIGNEMENT ET ÉVALUATION DES APPRENTISSAGES

	ÉLÉMENTS	comment	QUOI	COMMENT	QUAND	Types d'interprétation
INTERVENTION ENSEIGNANTE	planification	détermination des objets d'apprentissage	Apprentissage	-selon le mode d'ac- quisition des apprentissages -selon la dé- marche d'éva- luation	pendant (en situa- tion d'app- rentissage)	critériée normative
	mise en situation					
	exécution (ACTION)	ÉVALUATION PÉDAGOGIQUE				
	objectivation de la pratique d'enseignement					

/// : Parties du tableau
non développées dans le texte

3. L'évaluation "pédagogique" des apprentissages

Pour nous, "l'évaluation pédagogique" est l'évaluation orientée vers l'aide pédagogique à l'écopier, quelle que soit la période d'apprentissage évaluée et quel que soit le nombre d'objectifs faisant l'objet de l'évaluation quand il s'agit de connaissances. Cette évaluation pédagogique s'inscrit dans un processus visant à prendre les meilleures décisions relatives au cheminement de l'écopier. Que les résultats d'évaluation soient utilisés à des fins administratives ne change en rien la fonction première de l'évaluation pédagogique. Ceux qui reçoivent le mandat d'accompagner, de soutenir l'écopier dans ses apprentissages et de prendre des décisions pédagogiques relativement à son cheminement, sont l'enseignant, le directeur de l'école et la commission scolaire. Nous mettons successivement en lumière les rôles des deux premiers.

II . L'enseignant et l'évaluation pédagogique

L'enseignant évalue pour gérer ses interventions enseignantes. Il évalue pour pouvoir ajuster les situations d'apprentissage et ses moyens d'enseignement aux besoins des écoliers en regard des objectifs poursuivis. Ce qu'il veut connaître se résume à: "L'écolier apprend-il bien?", "L'écolier a-t-il bien appris?".

1. L'évaluation en situation d'apprentissage

Pour répondre à la question: "L'écolier apprend-il bien?", l'enseignant évalue pendant que se fait l'apprentissage. Ses observations portent sur les objets d'apprentissage: habiletés, connaissances et attitudes bien sûr, mais aussi sur les stratégies* utilisées par l'écolier.

L'enseignant attache une très grande importance aux façons de faire de l'écolier pour réaliser les tâches proposées et pour lever des obstacles qu'il rencontre dans son travail.

L'enseignant observe, questionne, s'interroge sur l'efficacité, la pertinence, la rentabilité des moyens et des stratégies utilisés par l'écolier. L'évaluation en situation d'apprentissage ne nécessite pas une instrumentation particulière si ce n'est parfois une grille d'observation. Généralement le matériel prévu dans une telle situation et les comportements attendus par l'enseignant servent respectivement d'instrument et de critères dans ces situations.

* Dans le contexte pédagogique au Québec on donne le nom de stratégies aux façons de procéder pour atteindre un but spécifique.

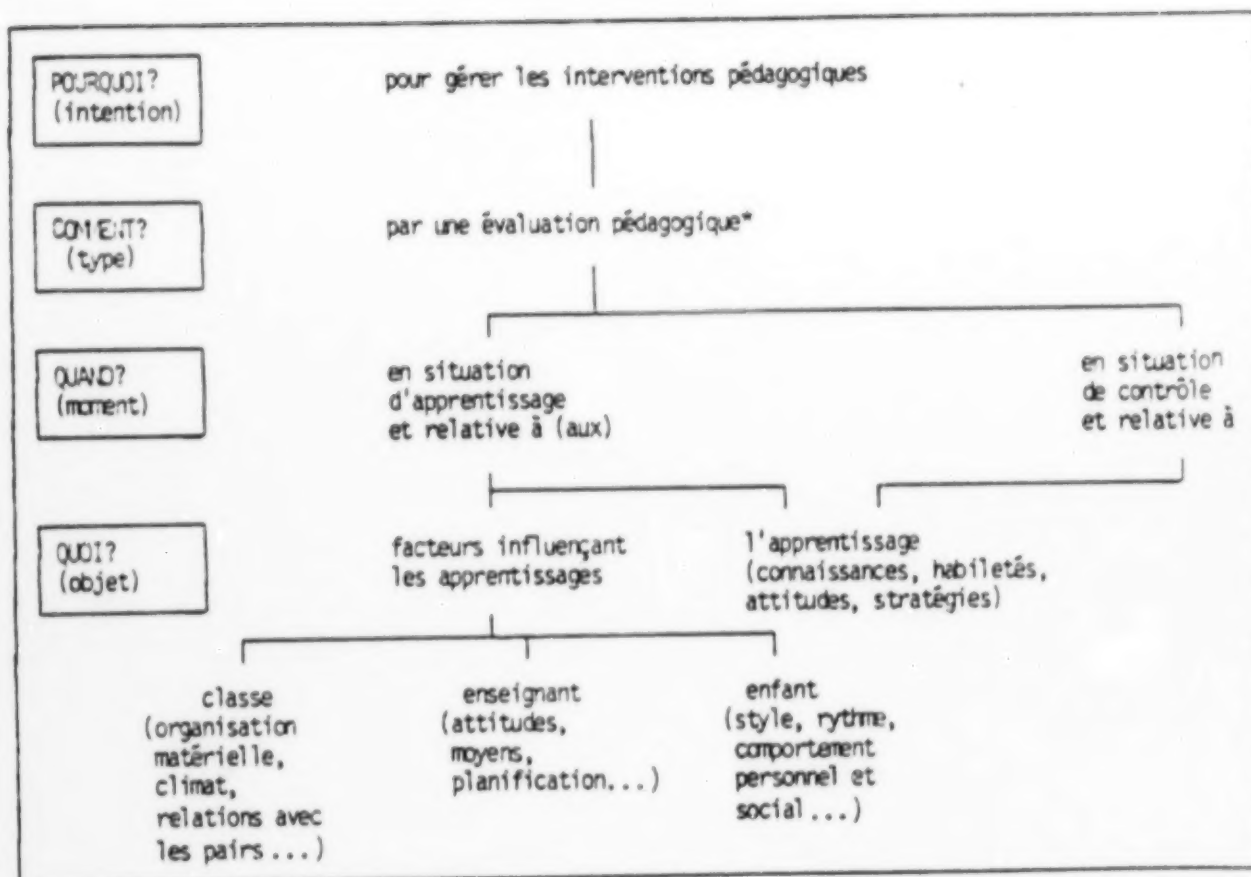
Outre les stratégies, l'enseignant peut évaluer différents facteurs pouvant influencer l'apprentissage. Le climat de la classe, le rythme et le style d'apprentissage de chacun, l'efficacité de ses propres interventions dans la situation d'apprentissage lui permettent d'influencer immédiatement ces différents facteurs en vue de maximiser la qualité de l'apprentissage. L'évaluation en situation d'apprentissage est essentiellement un moyen d'établir une relation d'aide pour soutenir celui qui apprend au moment où celui-ci fait un apprentissage.

2. L'évaluation en situation de contrôle

Après une période prévue pour la réalisation d'un ou de plusieurs apprentissages, l'enseignant peut sentir le besoin de savoir si "l'élève a bien appris". Selon le ou les objectifs poursuivis, l'élève doit réaliser une ou des tâches impliquant sélectivement les apprentissages visés. Pour cette évaluation, l'élève doit réaliser seul les tâches évaluatives qui lui sont proposées. Il est évident que cette évaluation porte sur ce qui a fait l'objet d'apprentissage et uniquement sur ce qui a fait l'objet d'apprentissage.

Souvent l'enseignant s'aidera d'un instrument (examen, test, grille d'observation etc.) pour recueillir les informations qu'il recherche.

TABLEAU 3

L'ENSEIGNANT ÉVALUE

* L'évaluation pédagogique est orientée vers une aide pédagogique à l'élève quelle que soit la période d'apprentissage couverte. En ce sens, elle est formative et elle inclut l'évaluation dite sommative.

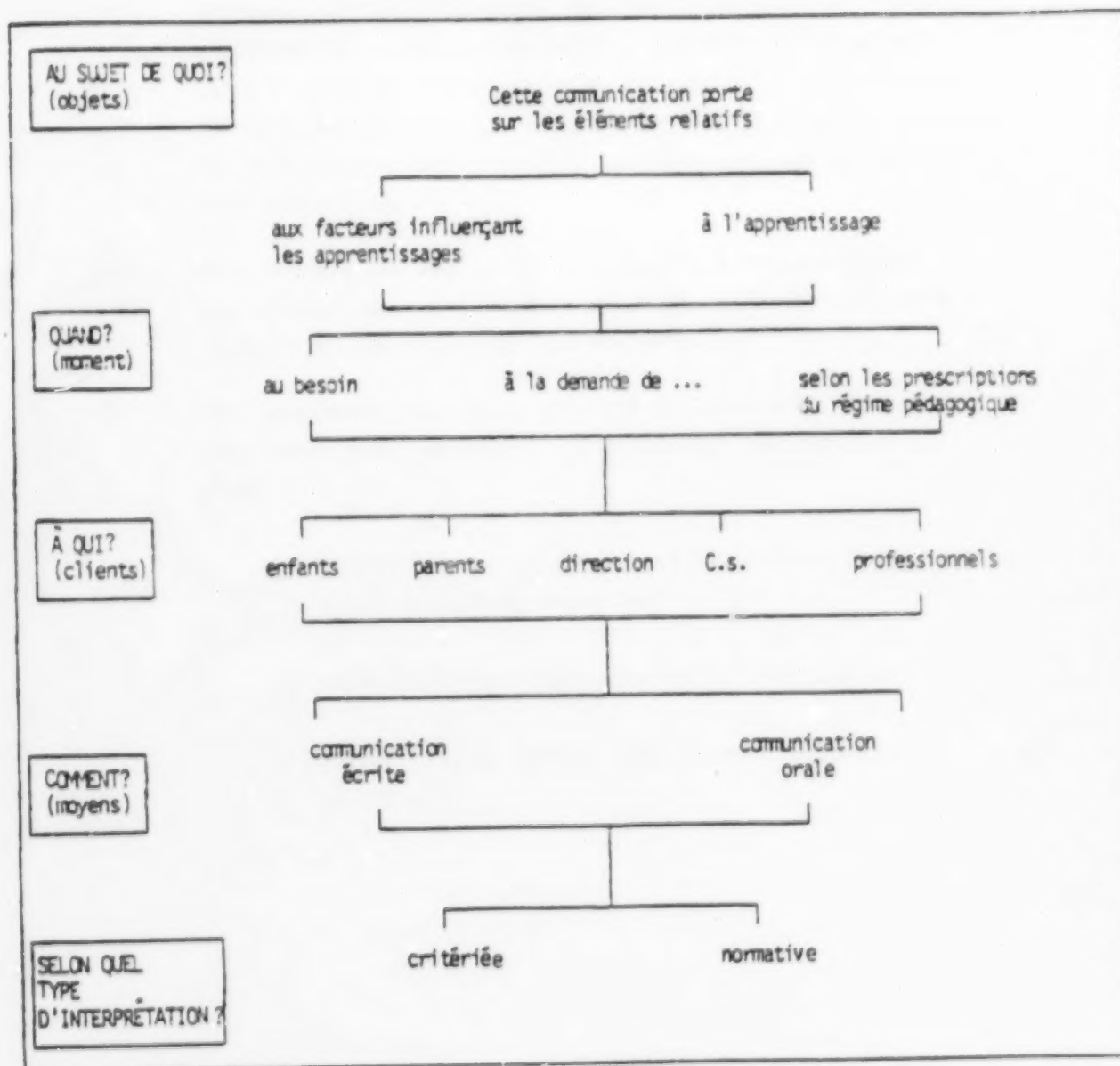
3. La communication des résultats d'évaluation

L'enseignant n'évalue pas pour communiquer des résultats, mais les résultats de certaines évaluations peuvent et doivent être communiqués pour que l'élève et les autres intervenants puissent prendre les décisions qui s'imposent et s'ajuster personnellement si cela est nécessaire.

Ces communications, selon les besoins, les demandes ou les prescriptions du régime pédagogique, peuvent se faire oralement ou par écrit. Elles peuvent informer au sujet des apprentissages complétés, des difficultés rencontrées dans certains apprentissages, des facteurs qui influencent positivement ou négativement l'élève.

TABLEAU 4

L'ENSEIGNANT COMMUNIQUE DES INFORMATIONS



III. Le directeur d'école et l'évaluation pédagogique

Pour mettre en place ou pour améliorer certains facteurs favorisant l'apprentissage des écoliers, le directeur d'école enclenche le processus évaluatif. Son rôle est complémentaire à celui de l'enseignant en ce sens qu'il peut influencer directement certains facteurs par son implication personnelle ou indirectement en utilisant des services professionnels disponibles.

Pour prendre ses décisions, il a besoin d'informations: les siennes propres ou celles recueillies auprès des différents intervenants auprès des écoliers.

Pour comprendre son rôle, illustré au tableau 5, il faut de plus questionner son pouvoir d'influencer les facteurs suivants:

- classe (organisation matérielle, climat, relations des élèves entre eux)
- enseignant (attitudes, moyens, planification)
- enfant (style, rythme, comportement personnel et social)

TABLEAU 5

SOUS L'ASPECT PÉDAGOGIQUELE DIRECTEUR ÉVALUE

POURQUOI? (intention)	pour mettre en place ou pour améliorer les facteurs favorisant l'apprentissage
QUAND? (moment)	au moment approprié déterminé par la Commission scolaire ou par l'école
COMMENT? (méthode)	en se basant sur les données: - cueillies personnellement - fournies par: l'enfant les parents l'enseignant le professionnel autres - au moyen de : examens tests entrevues observation etc.

Le rôle du directeur d'école est dynamique s'il soutient l'action de l'enseignant, s'il améliore l'environnement pédagogique et parfois s'il interroge l'enseignant relativement à ses attitudes, les moyens d'enseignement utilisés et la planification des situations d'apprentissage.

Son leadership s'exerce également lors des décisions portant sur des services particuliers à offrir, sur un changement d'attitude à obtenir d'un ou de plusieurs écoliers, sur l'organisation d'une action concertée de différents intervenants, etc.

IV . L'interprétation des résultats d'apprentissage et l'évaluation pédagogique

Une politique d'évaluation des apprentissages doit préciser un certain nombre d'éléments susceptibles de permettre aux orientations générales de la politique de devenir une réalité dans la pratique quotidienne. Un élément charnière dans l'opérationnalisation d'une politique d'évaluation est l'interprétation des données fournies par la mesure.

Cet élément technique influence toute la démarche évaluative (de la cueillette de données à la formulation du jugement évaluatif) et la façon de transmettre des renseignements relativement aux apprentissages évalués.

Sans vouloir minimiser l'importance et l'utilité de l'interprétation normative, nous considérons que, pour servir les décisions pédagogiques, l'interprétation critériée est la plus adaptée. Elle permet d'établir un rapport harmonieux entre les programmes d'études formulés par objectifs minima et l'évaluation de l'atteinte de ces objectifs; elle permet de rendre compte plus facilement de l'atteinte des objectifs visant le développement d'habiletés; elle donne prise à des décisions pédagogiques adaptés à chaque écolier.

De plus, il nous apparaît important de signaler que du point de vue pratique et concret l'enseignant n'a pas à s'habiliter à utiliser deux types d'interprétation, un pour les évaluations en situation d'apprentissage où l'interprétation des résultats ne peut être que critériée et un autre pour l'évaluation en situation de contrôle où l'interprétation des résultats peut être soit normative, soit critériée.

E. PROPOSITION D'ÉLABORATION ET
D'IMPLANTATION D'UNE POLITIQUE
LOCALE

ÉTAPES D'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE	ÉTAPES D'IMPLANTATION DE LA POLITIQUE	EXEMPLE
2. Définition d'un cadre de référence qui tient compte des orientations des programmes d'études et de la Politique générale ainsi que des besoins exprimés 2.1 Analyse des données provenant des programmes d'études, de la Politique générale, des prescriptions du M.E.Q., des cadres de référence d'autres milieux 2.2 Formulation des choix constituant le cadre de référence	- Information du milieu sur les choix formulés - Consultation du milieu sur les choix	- Consultation du présent document (parties B-C-D) - Consultation des éléments de docimologie produits par le M.E.Q. - Choix relatifs à: - définition de l'évaluation - définition des objets d'apprentissage: connaissances habiletés attitudes - leur mode d'apprentissage - leur mode d'évaluation - relation entre l'évaluation et le mode d'apprentissage - type d'interprétation - etc. - Ateliers de présentation, de discussion - Document de consultation

ÉTAPES D'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE	ÉTAPES D'IMPLANTATION DE LA POLITIQUE	EXEMPLE
3. Rédaction de la politique locale	- Consultation du milieu sur l'énoncé final de la politique	- Par le comité ou le D.S.E. ou le responsable du dossier: - problématique - but de la politique - principes (cf cadre de référence) - contingences (type de formulaire, moments de l'évaluation, rôles des intervenants de la c.s., de l'école, classement, promotion, support, calendrier d'application, type d'interprétation, etc.) - Document de consultation
4. Approbation de la politique révisée par la commission scolaire		
5. Application de la politique locale d'é- valuation pédagogique		

F. LEXIQUE

LEXIQUE

APPRENTISSAGE	: Changement plus ou moins: complexe, profond et durable, amenant l'acquisition ou le développement de connaissances, d'habiletés ou d'attitudes. Ce changement intervient lors d'une tâche définie.
ATTITUDE	: Disposition plus ou moins permanente et plus ou moins spécifique susceptible, dans certaines situations, d'infléchir et d'orienter l'action du sujet dans une direction privilégiée.
CLASSEMENT	: Répartition des écoliers dans les groupes-classes selon les critères pré-établies.
CONNAISSANCE	: Structure organisée de concepts qui permet à l'écolier de comprendre des informations particulières en établissant des relations.
DÉCISION / ACTION	: Choix des actions à poser et des attitudes à adopter compte tenu du jugement porté.
EVALUATION	: Jugement sur les données quantitatives et les observations recueillies et en relation avec l'intention.
EVALUATION PÉDAGOGIQUE	: Évaluation orientée vers une aide pédagogique à l'écolier quelle que soit la période d'apprentissage couverte. En ce sens, elle est formative et elle inclut l'évaluation dite sommative.
EVALUATION FORMATIVE	: Celle qui résulte d'une démarche évaluative orientée vers une aide pédagogique auprès de l'écolier en vue de décider des ajustements successifs à faire. Cette évaluation peut se faire en situation d'apprentissage ou en situation de contrôle.

- EVALUATION SOMMATIVE : Celle qui résulte d'une démarche évaluative orientée vers des décisions d'ordre administratif. Cette évaluation se fait en situation de contrôle.
- FACTEURS INFLUENÇANT L'APPRENTISSAGE : Ce sont des éléments qui influencent, à divers degrés, la réalisation des objectifs d'apprentissage. Ces facteurs sont reliés à l'élève, à l'enseignant et à la classe. Chacun d'eux est constitué d'un ensemble de composantes qui le conditionnent en agissant les unes sur les autres.
- GÉRER LES INTERVENTIONS PÉDAGOGIQUES : Recueillir des renseignements afin d'améliorer s'il y a lieu les interventions pédagogiques en vue de favoriser la qualité de l'apprentissage de l'élève.
- HABILETÉ : Capacité qu'a un individu d'intégrer dans un comportement approprié différents éléments de son savoir, de son savoir-faire et de son savoir-être.
- INSTRUMENT DE COMMUNICATION : Instrument permettant de communiquer par écrit des informations portant sur les éléments relatifs à l'apprentissage et sur les facteurs l'influençant.
- INSTRUMENT D'ÉVALUATION : Instrument permettant à l'évaluateur d'interpréter les données recueillies et de porter un jugement.
- INSTRUMENT DE MESURE : Instrument composé d'un ensemble d'items regroupés et permettant de recueillir des données pertinentes quant au jugement à poser et à la décision à prendre.
- Cette expression est utilisée lorsqu'il s'agit indifféremment de test, d'épreuve, de grille d'observation, d'échelle d'appréciation ou autres.

INTENTION	: Raison pour laquelle l'enseignant, le directeur d'école ou la commission scolaire enclenche le processus évaluatif.
MESURE	: Cueillette, analyse et organisation des données quantitatives ou d'observations relatives à l'intention.
PROMOTION	: Passage d'un écolier à une classe supérieure selon des critères pré-établis.
SERVICES	: Ensemble des ressources particulières d'aide aux écoliers.
SITUATION D'APPRENTISSAGE	: Mise en place ou utilisation de circonstances permettant la réalisation de certains apprentissages par l'écolier.
SITUATION DE CONTROLE	: Mise en place ou utilisation de circonstances permettant de vérifier la réalisation de certains apprentissages par l'écolier.
STRATÉGIE	: Façon de procéder pour atteindre un but spécifique (dans un contexte pédagogique).
STYLE D'APPRENTISSAGE	: Manière personnelle d'apprendre et de se comporter qui reste relativement la même, quel que soit le contenu à apprendre.

G. MEMBRES DU COMITÉ REGIONAL

BOULAY, Claude : CS Victoriaville

DROLET, Ghislain : CS Shawinigan

GAGNON, Denise : CS Warwick

GAUTHIER, Réal : CS Victoriaville

HARBOUR, Denise : CS Chavigny

JULIEN, Raymond : DR de Trois-Rivières

LARIVIERE, Ghislaine : CS Cap-de-la-Madeleine

LAROSE, Pierre : CS Grand'Mère et
CS Val-Mauricie

LEMAY, Denis : CS Jean Rivard

MILETTE, Jean : CS Lac St-Pierre

PELLETIER, Georges : CS Victoriaville

THÉRIEN, Thérèse : CS Cap-de-la-Madeleine

H. BIBLIOGRAPHIE

1. Document de réflexion, Réflexion sur la notation, la consignation et la transmission des résultats scolaires d'évaluation formative et d'évaluation sommative, classes du primaire, ministère de l'Éducation, septembre 1983.
2. Éléments de docimologie, fascicule 1, L'évaluation pédagogique: une démarche, ministère de l'Éducation, 1984, no. 16-7264.
3. Éléments de docimologie, fascicule 2, Lexique, ministère de l'Éducation, mars 1984, no. 16-7265.
4. Éléments de docimologie, fascicule 3, L'évaluation formative, ministère de l'Éducation, 1984, no. 16-7266.
5. Formule d'aide à l'élève qui rencontre des difficultés, Bilan fonctionnel et plan d'action, ministère de l'Éducation, Juin 1982, no. 16-7516-01.
6. Guide d'évaluation en classe, primaire, Introduction générale, ministère de l'Éducation, février 1983, no. 16-7220-01.
7. Instructions, année scolaire 1984-1985, Secrétariat général DGR, ministère de l'Éducation, AE-10-84-01, Juin 1984, no. 51-9109.
8. Politique générale d'évaluation pédagogique, secteur du préscolaire, du primaire et du secondaire, Direction générale du développement pédagogique, ministère de l'Éducation, septembre 1981, no. 16-7500.
9. Règlement concernant le régime pédagogique du primaire et l'éducation préscolaire, Direction générale du développement pédagogique, ministère de l'Éducation, 1981, no. 16-0063-01.

